

ARRÊTÉ MUNICIPAL

ARRETE PORTANT SUR LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION

EW/FNV 2025.T1268

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE sur MER**,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles

L 2212-1, L 2213-1 et suivants,

Vu les articles du code de la route,

Considérant la demande **de l'entreprise LE COURT Grégory** en date du 17 Octobre 2025 relative à une intervention sur la couverture pour révision et nettoyage des gouttières pour le compte de **l'Hôtel LE FER A CHEVAL, 11 rue Victor-Hugo à TROUVILLE sur MER.**

Considérant qu'il convient pour des raisons de sécurité, de réglementer le stationnement **rue Victor-Hugo, rue Paul Besson et rue Saint-Germain.**

ARRETE

Article 1 : L'Entreprise **LE COURT Grégory** est autorisée à stationner une nacelle **au droit de l'Hôtel du Fer à Cheval rue Victor-Hugo, rue Paul Besson et rue Saint-Germain** pour une intervention sur la couverture de l'Hôtel. Un balisage et une protection devront être mis en place par l'entreprise pour éviter tout risque d'accident avec les piétons et les automobilistes.

Article 2 : Le stationnement sera interdit :

- ▶ sur 2 places (10 ml x 2 m soit 20 m² d'emprise) au droit du 11 rue Victor-Hugo ;
- ▶ sur 2 places (10 ml x 2 m soit 20 m² d'emprise) face aux N° 12 et 14 rue Paul Besson (de part et d'autre de l'entrée de l'Hôtel le Fer à Cheval) ;
- ▶ sur les 4 premières places (20 ml x 2 m soit 40 m² d'emprise) rue Saint-Germain le long de l'Hôtel le Fer à Cheval.

Article 3 : La circulation sera interdite rue Paul Besson et rue Saint-Germain à l'avancée du chantier. L'entreprise **LE COURT Grégory** mettra en place un panneau « route barrée » aux intersections. Une déviation pour les piétons devra être mise en place par l'entreprise **LE COURT Grégory** pendant son intervention Rue Victor-Hugo, rue Paul Besson et rue Saint-Germain.

Article 4 : Les dispositions ci-dessus énoncées sont **applicables du Mardi 04 Novembre 2025 au Mercredi 05 Novembre 2025.**

Article 5 : La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle temporaire ; **elle sera mise en place par les Services Techniques Municipaux avec affichage de l'arrêté sur les panneaux de stationnement interdit, et entretenue par l'Entreprise LE COURT Grégory.** Le présent arrêté Municipal devra être affiché par l'entreprise LE COURT Grégory de façon visible sur le chantier.

Article 6 : La facturation pour le stationnement **d'une nacelle** se fera selon les tarifs votés lors du Conseil Municipal du 29 Septembre 2025 à raison de 30 € / jour. La facturation de **8 panneaux d'interdiction de stationner** se fera selon les tarifs votés lors du Conseil Municipal du 19 décembre 2024 pour l'année 2025 et à raison de 8,00 € par panneau et par jour (les panneaux devant être mis 48H avant la date prévue, cela fait **4 jours** de facturation). **Un titre de recette sera émis et présenté à : Entreprise LE COURT Grégory – Zone Artisanale des Grives – 14640 Villers-sur-Mer (SIRET : 811 0998 078 00025).**

Article 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur ; Tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière.

Article 8 : Madame le Maire, Madame le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique de Trouville/Deauville, Monsieur le Chef de la Police Municipale et les agents assermentés de la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté.



Fait à Trouville sur Mer, Le 24 Octobre 2025

Le Maire,

Vice-Présidente de la CCCC



Sylvie de Gœlfano

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par courrier ou via l'application informatique « télérécurse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.

Toute correspondance doit être adressée à Madame le Maire de Trouville-sur-Mer
Hôtel de Ville - 164, Bd Fernand Moureaux - 14360 Trouville-sur-Mer
Tél. : 02 31 14 41 41 | www.trouville.fr